

FRANKREICH- ZENTRUM

der Albert-Ludwigs-Universität
Freiburg i.Br.

Bulletin no 50
April 2007

Liebe Leserin, lieber Leser,

Ich begrüße Sie sehr herzlich mit der heutigen Ausgabe des Bulletins und möchte Sie wie immer zunächst über das Wichtigste der vergangenen und kommenden Wochen informieren.

Der Studierendenjahrgang, der zum Wintersemester 2006/07 das Studium am Frankreich-Zentrum aufgenommen hatte, befindet sich seit April im 2. Semester.

Von den 30 Studierenden des vierten Semesters, die letzten Oktober in die Auslandsphase gegangen sind, haben sich Ende März 15 Kandidatinnen und Kandidaten des Studienprogramms „Internationale Wirtschaftsbeziehungen“ nach Abschluß ihres Praktikums der „soutenance“ (Verteidigung des Praktikumsberichts) unterzogen und diese erfolgreich bestanden. Weitere sieben Studierende haben zum Februar das Praktikum begonnen, nachdem sie zunächst vier Monate an der Partneruniversität studierten. Ihre mündliche Prüfung erfolgt entsprechend im September. Eine Kandidatin hat nach Beendigung ihres Praktikums das Studium für ein Jahr ausgesetzt und wird erst 2008 abschließen.

Zwei weitere Studentinnen befinden sich zur Zeit im Rahmen Ihres Masterprogramms „Interdisziplinäre Studien. Geistes- und Sozialwissenschaften“ in ihrer Studienauslandsphase an den Partnereinrichtungen in Lyon und werden ihr Studium im Sep-

Bulletin

Redaktion: Annette Obenauf
Verantwortlich für den Inhalt:
Prof. Dr. Rolf G. Renner

FRANKREICH-ZENTRUM

Universität Freiburg
Haus Zur Lieben Hand
D-79085 Freiburg

e-mail: frankreich-zentrum@mail.uni-freiburg.de
homepage: www.fz.uni-freiburg.de

tember abschließen.

Die fünf Studierenden im Programm Journalistik absolvieren derzeit ihre Studienphase am CUEJ (Centre universitaire d'enseignement du journalisme) der Partneruniversität in Straßburg und nehmen vom 8. Mai bis 4. Juni an einem einmonatigen journalistischen Ausbildungsmodul in Shanghai teil. Im Frühsommer treten sie schließlich den zweiten Teil ihres Praktikums an, mit dem ihr Studium endet.

Am 5. Mai führt das Career Center der Universität die eintägige Jobmesse „Heads & Hands“ in der Mensa durch, bei der auch das Frankreich-Zentrum in diesem Jahr wieder seine Studiengänge präsentieren wird.

Wir möchten Sie auch nochmals gerne auf die am 6. Mai stattfindende Wahlparty hinweisen, die das Frankreich-Zentrum in Zusammenarbeit mit zahlreichen Freiburger Institutionen und Medieneinrichtungen organisiert, um den Ausgang der französischen Präsidentschaftswahlen zu feiern.

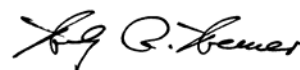
Darüber hinaus wird am 15. Mai unter der Schirmherrschaft des Französischen Botschafters, Claude Martin, und des Ministerpräsidenten des Landes Baden-Württemberg, Günther Oettinger, eine vom Förderverein unterstützte Konferenz zum Thema „Frankreich nach den Wahlen. Das *couple franco-allemand* in neuer Konstellation“ stattfinden.

Der heutige Artikel stammt von Alain Howiller. Herr Howiller war von 1979-2004 Chefredakteur und Leiter der regionalen Tageszeitung „Dernières Nouvelles d'Alsace“ in Straßburg. Seit November 2006 ist er Mitglied im Vorstand des Fördervereins Frankreich-Zentrum. Er führte außerdem im Wintersemester 2006/07 im Rahmen des Journalistikstudiengangs am Frankreich-Zentrum eine Informationsveranstaltung über die Arbeit und die Arbeitschancen im Bereich der grenzüberschreitenden Regionalpresse für die betreffenden Studierenden durch.

Der Artikel liefert uns einen Bericht über die Frage nach einer möglichen Bedrohung Europas durch nationalistische und rechtsextreme Bewegungen. Ich danke Herrn Howiller sehr herzlich für seinen Beitrag.

Ihnen allen wünsche ich wie immer eine angenehme Lektüre.

Ihr



Rolf G. Renner
Vorsitzender des Vorstands des Frankreich-Zentrums

Inhalt:

- *Alain Howiller: « Patriotisme, nationalisme, extrême-droite : le blizzard menace le printemps européen »*
- *Terminankündigungen*
- *Förderverein*

Alain Howiller

Patriotisme, nationalisme, extrême-droite : le blizzard menace le printemps européen

Dans l'actualité européenne récente deux phrases ont échappé à l'attention de la plupart des observateurs. Elles éclairent, à elles seules, les problèmes que l'Union Européenne doit affronter et résoudre si elle veut espérer cette relance dont rêve Angela Merkel. La première vient d'un industriel et nul n'en sera surpris, car, malgré le feu nourri de ses détracteurs, il a beaucoup donné, ces derniers mois, aux rapports franco-allemands. « Les conflits nationaux sont un poison pour Airbus » a déclaré Louis Gallois, le Co-président français d'EADS. De son côté, Romano Prodi, l'ancien Commissaire européen aujourd'hui Président du Conseil Italien, a déclaré au journal *Le Monde* : « Le plus important (dans les organes de décision de l'Union...) est de supprimer la règle de l'unanimité. » Cinquante ans après la signature des Traités de Rome qui fondent le Marché Commun puis l'Union, cette dernière se retrouve confrontée aux conflits d'intérêts nationaux qu'on croyait, un temps, remis dans les tiroirs de nos ancêtres.

Tout se passe comme si nos vieilles nations qui – avant l'élargissement tout au moins – essayaient de se faire discrètes au nom de la subsidiarité, avaient oublié les raisons de leur rapprochement : l'échec de la Communauté Européenne de Défense (CED), l'échec de la dernière expédition coloniale menée en 1956 par la Grande-Bretagne et la France avec la complicité d'Israël sur le Canal de Suez, l'humiliation subie – la même année – par l'écrasement du soulèvement hongrois, la mainmise de l'Union Soviétique sur la moitié de l'Europe et la construction du Mur. Ils ont oublié aussi certains aspects positifs : les bienfaits de l'élargissement des marchés nationaux et de la disparition des frontières, la réconciliation franco-allemande, la mise en place d'une monnaie unique. Et le Mur chuté redonnant un semblant d'air à de vieilles nations. Puis vint la crise poussant à des réflexes nationaux au nom de la préservation de l'emploi. Le conflit irakien tout comme la mondialisation firent espérer à beaucoup que le monde unipolaire allait redevenir multipolaire. L'Europe fédérale s'éloignait et certains se sont demandés si – triste retour en arrière – on n'en revenait, pas d'une certaine manière, à l'Europe des « patries » voire même à l'Europe des nations !

N'a-t-on pas vu se créer au Parlement Européen de Strasbourg, symbole élu du peuple européen (!), un groupe d'extrême-droite qui a pu se former grâce à l'apport de deux députés roumains et d'un député bulgare : présidé par le député européen français (Front National) Bruno Gollnisch, le groupe comprend Alessandra Mussolini, la petite fille du

« Duce » : il a pris comme nom : « Identité, tradition, souveraineté » et se veut « le défenseur des nations européennes » ! On croit rêver.

Présidente de l'Union Européenne jusqu'à la fin du mois de Juin, l'Allemagne qui, lors des cinquante ans des Traités de Rome, a réussi à faire adopter une résolution commune (assez lisse, il est vrai) ne désespère pas de pouvoir « recoller les morceaux » et de donner à ses partenaires une « feuille de route » que le Portugal, puis la Slovénie et, enfin, la France – qui se succéderont tous les six mois à la tête de l'Union – vont essayer de concrétiser. Il faudra trouver une solution aux rejets français et néerlandais de la Constitution et ce d'ici à 2009, année d'élection des députés du Parlement Européen. Comment rapprocher l'Europe d'hier avec celle d'aujourd'hui génératrice de déceptions voire de craintes ? Tel sera l'enjeu. Comment recoudre le tissu d'une Europe de subsidiarité avec une Europe redevenue, selon toutes les apparences, plus « nationale », cocardière, patriote, souvent chauvine, populiste, voire raciste. La campagne des élections présidentielles françaises a montré l'ampleur des risques : même au sein d'un membre majeur de l'Union !

Une forêt de drapeaux nationaux...

Aujourd'hui, le patriotisme, le populisme, le nationalisme, l'extrême-droite, voire la xénophobie sont de retour un peu partout dans nos pays : l'Europe se retrouve confrontée à sa grande menace. Le tableau s'est peint sous nos yeux : sans que nous y prenions garde, les contours d'un nouveau monde se sont affinés. Curieusement, c'est d'une certaine façon le « patriotisme économique » qui semble avoir donné le ton. Cela s'est formulé – mais qui s'en souvient ? – pour la première fois en Allemagne dans la bouche de l'ancien chancelier Gerhard Schröder qui, en mars 2004, apostrophe le Président de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie en lui lançant : « Délocaliser dans les pays de l'Europe Centrale est un acte antipatriotique ». S'y associe, dans la foulée de la Coupe du Monde de Football, une campagne incitant à consommer allemand : « Du bist Deutschland... » (tu es l'Allemagne), sous-entendu « Ton devoir de citoyen est de consommer : la reprise et ton emploi sont à ce prix... ». Sans doute serait-il excessif d'expliquer la relance de la consommation par cette campagne d'autant que l'enthousiasme patriotique qui – à la surprise de tous les observateurs – a déployé une forêt de drapeaux à travers l'Allemagne à l'occasion de la coupe du monde. La perspective de voir augmenter les prix au premier janvier en raison de l'augmentation des taux de la TVA allemande a certainement largement joué. Il n'empêche, l'Allemagne a redécouvert un patriotisme joyeux et bon enfant. Comme l'a souligné le Prix Nobel de littérature Günther Grass : « Je n'ai pas besoin du football pour être patriote : l'essentiel c'est

que le mouvement ne soit pas détourné par les politiques... Dans mon pays, je manie avec prudence le concept de nation. Le passé ne s'envole pas comme ça... ».

L'universelle patrie de Michelet

Nul ne s'offusquera du « patriotisme raisonnable ». D'ailleurs, comme Michelet le relevait dans « Le Peuple » : « La patrie est l'initiation nécessaire à l'Universelle Patrie ». Si, dans sa forme contemporaine, il cherche, dans la plupart des cas, à assurer une domination économique, il est devenu très vite un élément décisif dans la remontée nationaliste constatée dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Est, adhérents récents de l'Union Européenne. Comment interpréter, par exemple, certaines positions du gouvernement polonais des frères Kaczinski qui dirigent le pays grâce à une coalition avec l'extrême-droite ? « Le patriotisme devrait être comme l'air qu'on respire » dit le Premier ministre dont le parti dit « Droit et Justice » rappelle que l'Etat est une machine qui peut tout faire, que l'état national est une valeur suprême dont l'une des expressions est la monnaie (d'où le refus de l'euro). Il faut, dès lors, promouvoir l'irrédentisme, tradition polonaise qui s'est forgée au fil des grands mouvements de libération nationale face aux Russes et aux Allemands. Le sentiment national doit se retrouver dans l'histoire qu'il faut réécrire et l'éducation doit s'inscrire dans cet esprit patriotique. Dans ce contexte, on peut se féliciter de ce que, selon un sondage récent, 56% des Polonais font confiance à l'Europe et 22% seulement à leurs dirigeants : il n'empêche, ces derniers sont au pouvoir. Même si les dernières élections municipales (notamment à Varsovie, la capitale) ont mis en évidence un reflux assez sensible des partis au pouvoir.

Le poids d'une Europe centrale déstabilisée

En Hongrie, en Slovaquie, en République Tchèque, les crispations identitaires s'expriment et la volonté de retrouver « nos valeurs et de défendre nos intérêts nationaux » s'impose. En Slovaquie un parti de gauche partage le pouvoir avec un parti d'extrême-droite ; en Bulgarie le parti d'extrême-droite Ataka a fait un peu plus de 20% des voix aux récentes présidentielles (mais c'est un socialiste qui a largement gagné au deuxième tour) ; en Roumanie les nationalistes-xénophobes ont fait près de 13% des voix aux élections législatives de 2006. Un peu partout émergent des partis dont certains participent au pouvoir : certes, ils sont, d'une certaine manière, un héritage de la corruption, des compromissions du pouvoir, du malaise social et du chômage. Pour certains, les dérives nationalistes ou nationales sont une maladie de jeunesse qui disparaîtra avec le progrès de l'économie, du social et de la démocratie. Voire ! En attendant, ces forces pèsent sur ce qui devrait devenir une relance de l'Europe et la France est engoncée, jus-

qu'au premier trimestre 2008, dans une succession de compétitions électorales.

Confrontations franco-allemandes...

Cet « affaiblissement électoral », qui limite les possibilités d'initiatives françaises (cela s'est vu dans l'affaire Airbus), a pesé sur les rapports franco-allemands : l'Allemagne s'offusque de la confrontation économique que la France cherche à lui imposer au nom du patriotisme économique. On se souvient à Berlin de la manière dont l'ancien Ministre de l'Economie, Nicolas Sarkozy, a trouvé des solutions françaises pour Aventis ou Alstom. Mais on oublie, de part et d'autre du Rhin, que le patriotisme économique trouve ses limites dans le patriotisme économique du concurrent ! Comment, dès lors, se feront les harmonisations espérées (en matière d'énergie, de transports, de fiscalité) en Europe, si les majorités nécessaires se refusent et que « l'intérêt national » des uns comme des autres cherche à s'imposer en continuant à s'appuyer sur la règle de l'unanimité ? N'oublions pas les propos de Romano Prodi.

Le « non » à la Constitution a été interprété par beaucoup d'observateurs comme « un repli protecteur de la nation française soucieuse de préserver ses avantages ». C'est oublier que 44% des Français pensent que l'Europe est une chance pour la nation et 20% seulement une menace. C'est oublier que la majorité des Européens (Français compris) veulent une économie de marché maîtrisée, des soins gratuits pour tous, un revenu minimum pour les défavorisés, refusent la peine de mort (sauf en Pologne où on avait envisagé de la rétablir !), acceptent l'homosexualité et prônent des valeurs sociétales et culturelles communes (sondage TNH-Sofres dans 10 pays représentant 85% de la population de l'Union).

Mais la récente campagne électorale française a montré combien le poids des sondages pouvait peser sur les orientations et induire ce qu'on appelle le populisme : « Le populisme », dit le dictionnaire Larousse, est « l'attitude politique consistant à se réclamer du peuple, de ses aspirations profondes, de sa défense contre les divers torts qui lui sont faits... ». Il est bien évident que tout programme électoral comporte fatalement des éléments populistes politiques : cela s'appelle parfois du « marketing électoral » ! Mais si les hommes politiques peuvent se retrouver dans ce propos de Nicolas Sarkozy « être populaire n'est pas être populiste », force est de constater qu'il y a souvent loin de la coupe aux lèvres. Le « populisme » a mauvaise presse, parce qu'il signifie le plus souvent démagogie et promesses électorales non tenues. Qui réhabilitera le « populisme authentique » et restaurera les droits du citoyen, dans une démocratie qui devra se régénérer, dans le respect de l'Autre, à l'abri de la fascination des thèmes d'extrême-droite ? Qui trouvera l'énergie nécessaire pour éviter

que, du patriotisme mal-compris au nationalisme déjà ancré, les Etats installent leurs divisions au nom de « l'intérêt national ». Si les divisions devaient continuer à peser, l'Union Européenne glisserait vers une forme d'éclatement ou vers une zone de libre-échange. Depuis Renan – se référant au Zollverein des états allemands – on sait qu'une « zone de libre-échange n'est pas une patrie ». Mais voilà que s'esquisse un... autre débat et peut-être ... une autre Europe. Qui peut souhaiter que le rêve passe ? Vous avez dit Europe ? Mais quelle Europe ? Un blizzard glacé souffle sur le printemps européen. C'est loin, l'été ?

© Alain Howiller

FÖRDERVEREIN

– Terminankündigung –

Jahresausflug 2007

Samstag, 21. Juli

Eingeladen sind alle Mitglieder des Fördervereins sowie die Studierenden, Absolventen, Professoren und assoziierten Mitglieder des Frankreich-Zentrums.

FRANKREICH-ZENTRUM

Veranstaltungsreihe:

„Präsidentenwahlen in Frankreich“

In Zusammenarbeit mit dem CCFP, dem Colloquium politicum, der Landeszentrale für politische Bildung und dem Seminar für Wissenschaftliche Politik
Medienpartner: Badische Zeitung und SWR Freiburg

*

Montag, 23.04., 20.15h, Großer Saal, Haus Zur Lieben Hand, Löwenstr. 16

Podiumsdiskussion nach dem ersten Wahlgang

Moderation: Dr. Marcus Obrecht, Freiburg

Gäste: Gabi Rolland (Stadträtin der SPD, Freiburg),

Alain Howiller (ehemaliger Chefredakteur und Leiter der Dernières Nouvelles d'Alsace, Strasbourg),

Karl von Wogau (MdEP)

*

Sonntag, 06.05., ab 18.00h, SWR, Kartäuserstr. 45

Wahlparty mit folgenden Gästen:

Martin Graff (Kabarettist), die **Big-Band des Deutsch-Französischen Gymnasiums** Freiburg, der **Seminarkurs „Nachgefragt“** des **Rotteck-Gymnasiums** Freiburg, die **Studierenden des Masterstudiengangs „Deutsch-Französische Journalistik“** am Frankreich-Zentrum, die **Fachschaft Politik** der Universität Freiburg sowie zahlreiche **Journalisten und Experten**.

Durch den Abend führen Stefan Hupka (Badische Zeitung) und Claus Schneggenburger (Studioleiter des SWR Freiburg)

*Mit freundlicher Unterstützung des Fördervereins
des Frankreich-Zentrums:*

**Dienstag, 15.05., ab 20.00 Uhr, Peterhof, UG,
Universität Freiburg**

unter der Schirmherrschaft von **S.E. Claude Martin**,
Botschafter der Republik Frankreich, Berlin, und
Günther Oettinger, Ministerpräsident des Landes
Baden-Württemberg

**Kurzvorträge und Podiumsdiskussion mit
anschließendem Empfang:**

*„Frankreich nach den Wahlen: Das ‚couple
franco-allemand‘ in neuer Konstellation“*

Grußwort: Prof. Dr. Wolfgang Jäger, Rektor

*Moderation: Dr. Winfried Veit, Friedrich-Ebert-Stiftung,
Paris*

*Gäste: Memona Hintermann (France 3), Prof. Dr. Henri
Ménudier (Professeur des universités, Paris III), Christian
Schubert (Wirtschaftskorrespondent der FAZ in Paris)*

Vorträge und Diskussion werden simultaniübersetzt!

Veranstaltungsreihe im Rahmen des Jubiläums
„550 Jahre Albert-Ludwigs-Universität Freiburg“

In Zusammenarbeit mit dem Historischen Seminar und
dem Romanischen Seminar

„Koloniale Vergangenheit – (post)imperiale Gegenwart“

*

Montag, 21.05., 20.15h, HS 2004, KG II
Prof. Dr. Walther L. Bernecker, Universität Erlangen-
Nürnberg: *„Im Tropenfieber. Deutschlands
afrikanische Kolonien zwischen kollektivem
Verlangen und Vergessen“*

Einführung: Prof. Dr. Walter Bruno Berg

Der Vortrag beschäftigt sich mit den wichtigsten Aspekten der spanischen, in geringerem Umfang auch der portugiesischen Eroberung und Kolonisierung Amerikas. Er geht auf die Voraussetzungen der iberischen Expansion ein, beschreibt ihre Träger und Zielsetzungen, skizziert die Etappen der Kolonisation, setzt sich mit der Rechtfertigung und den Methoden der Conquista auseinander, analysiert das koloniale Herrschafts- und Wirtschaftssystem. Abschließend beschäftigt er sich mit den Rückwirkungen der europäischen Expansion sowie mit historischen und aktuellen Kontroversen.

*

Donnerstag, 14.06., 20.15h, HS 3044, KG III
PD Dr. Dirk Van Laak, Universität Jena: *„Eroberung –
Kolonisation – Christianisierung. Die iberische
Expansion nach Amerika und ihre Folgen“*
Einführung: Prof. Dr. Stefan Pfänder

Deutschlands Kolonialzeit war relativ kurz (1884 - 1914/18) und wurde später als Intermezzo abgetan. Doch waren die Deutschen nicht nur ebenso engagierte Kolonisatoren wie ihre imperialen Konkurrenten. Die Erfahrungen als Kolonialmacht schlugen sich auf vielfältige Weise in der deutschen Geschichte des 20. Jahrhunderts nieder.

PD Dr. Dirk van Laak ist Privatdozent und Oberassistent am Historischen Institut der Friedrich-Schiller-Universität

Jena. Jüngste Veröffentlichungen: „Imperiale Infrastruktur. Deutsche Planungen für eine Erschließung Afrikas 1880 bis 1960“ (2004), „Über alles in der Welt. Deutscher Imperialismus im 19. und 20. Jahrhundert“ (2005).

*

Donnerstag, 21.06., 20.15h, HS 3044, KG III
Dr. Stephan Malinowski, Humboldt-Universität, Berlin:

„*Loosing an Empire, Finding a Role – ‚Entwicklungshilfe‘ als Fortsetzung kolonialer Hegemonie? Großbritannien und Frankreich im Vergleich (1940er-1960er Jahre)*“
Einführung: Prof. Dr. Jörn Leonhard

Dr. Stephan Malinowski ist wissenschaftlicher Assistent für Neuere Geschichte am Friedrich-Meinecke-Institut der Freien Universität Berlin. Derzeit vertritt er die Juniorprofessur am Institut für Neuere und Neueste Geschichte an der Humboldt-Universität Berlin. Seine Arbeitsgebiete umfassen u.a. die deutsche und westeuropäische Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts, die deutsch-französischen Beziehungen, Europäische Kolonialgeschichte, Dekolonisation und ihre Rückwirkungen auf Europa. Momentan arbeitet er innerhalb des Forschungsprojekts „Fighting backwardness“ zum Thema der späten Kolonialkriege und zur frühen europäischen ‚Entwicklungshilfe‘ in Afrika (1950er /60er Jahre). Veröffentlichungen: „Vom König zum Führer. Sozialer Niedergang und politische Radikalisierung im deutschen Adel zwischen Kaiserreich und NS-Staat“ (2004).

*

Donnerstag, 19.07., 20.15h, HS 3044, KG III
Prof. Dr. Jörn Leonhard, Universität Freiburg: „*Die longue durée des Abschieds: Dekolonialisierung in Frankreich und Großbritannien als Krisengeschichte der Nachkriegsphase*“
Einführung: Prof. Dr. Rolf G. Renner

Der Vortrag wird sich mit den unterschiedlichen Erfahrungen in Frankreich und Großbritannien und den langfristigen Konsequenzen für das politische Selbstverständnis und die Europapolitik in beiden Ländern beschäftigen. Ausgangspunkt ist der nach 1945 schnell deutlich werdende Status beider Länder als "prekäre Siegermacht" mit überkommenen Großmachtansprüchen und imperialen Traditionen einerseits und zunehmend eingeschränkten Handlungsmöglichkeiten vor dem Hintergrund des Kalten Krieges andererseits. Das zeigte für Frankreich und Großbritannien zumal die Suez Krise 1956. Aber bereits zuvor und zugespitzt seitdem zeigten sich entscheidende Unterschiede im Ausmaß der Gewalt und der Verflechtung zwischen der Dekolonisation und der Innenpolitik der Metropolen. Für die Krise der IV. Republik wurde die Algerienkrise zum Katalysator. Die Erfahrungen der 1950er und 60er Jahre stehen im Zentrum der Analyse, wobei ein Ausblick nach dem langfristigen Erbe der Dekolonisation für beide Länder fragt.

– Terminankündigung –

In Zusammenarbeit mit der Gesellschaft für Rechtsvergleichung (Freiburg) und der Société de Législation Comparée (Paris):

12. Deutsch-Französisches Juristentreffen

„*Öffentliches Auftragswesen* –

Marchés publiques“

Donnerstag, 28. Juni – Samstag, 30. Juni
Großer Saal, Haus Zur Lieben Hand,

Nähere Informationen sind erhältlich beim Lehrstuhl
Prof. Dr. Uwe Blaurock (Tel. 0761/203-2270).

– Vorankündigung –

Sommerkurs 2007

„*La France et ses jeunes*“

3. - 7. September 2007

in Zusammenarbeit mit dem Centre Culturel Français Freiburg, dem Oberschulamt Freiburg und mit Unterstützung des Bureau de coopération universitaire franco-allemand, Heidelberg

Anmeldebogen unter: www.fz.uni-freiburg.de

Informationen zum Programm sind ab Juni im Frankreich-Zentrum erhältlich.

(Anmeldeschluß: 31. Juli 2007)

– Terminankündigung –

Korrespondenzen / Correspondances
6. Deutsch-Französische Kulturgespräche

„**Zeitenwende. Wertewandel in Deutschland und Frankreich**“

15. - 17. November 2007
Universität Freiburg, Konzerthaus

*

Eröffnungsveranstaltung:

15. November, 19.30 Uhr,
Aula (KG I) der Universität

*

Veranstalter:

Stadt Freiburg im Breisgau, Frankreich-Zentrum

Projektpartner:

ARTE, Centre Culturel Français Freiburg, Daimler-Chrysler Financial Services AG, Deutsch-Französisches Institut Ludwigsburg, Friedrich-Ebert-Stiftung Paris, Land Baden-Württemberg, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, CIRAC, Paris, Sparkasse Freiburg Nördlicher Breisgau, SWR-Studio Freiburg

*

Ausführliches Programm ab ca. September auch unter:

www.korrespondenzen.freiburg.de

Die Dokumentation der Beiträge der Kulturgespräche 2005 finden Sie unter:

<http://www.freidoc.uni-freiburg.de/volltexte/2706>

Veranstaltungskalender s. auch: www.fz.uni-freiburg.de